

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2020/43071]

**10 SEPTEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 2019 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres membres du personnel de l'Entreprise publique des technologies numériques de l'information et de la communication de la Communauté française (ETNIC)**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 2019 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres membres du personnel de l'Entreprise publique des technologies numériques de l'information et de la communication de la Communauté française (ETNIC) ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 1<sup>er</sup> septembre 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 septembre 2020 ;

Vu le « test genre » du 10 juillet 2020, établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Sur la proposition du Ministre en charge de l'informatique administrative ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Article 1<sup>er</sup>. A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 2019 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres membres du personnel de l'Entreprise publique des technologies numériques de l'information et de la communication de la Communauté française (ETNIC), les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> il est inséré un 6<sup>o</sup>, rédigé comme suit : « 6<sup>o</sup> : la loi marchés publics : la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ; » ;

2<sup>o</sup> il est inséré un 7<sup>o</sup>, rédigé comme suit : « 7<sup>o</sup> : la loi concession : la loi du 17 juin 2016 relative aux contrats de concession ; » ;

3<sup>o</sup> il est inséré un 8<sup>o</sup>, rédigé comme suit : « 8<sup>o</sup> : l'arrêté royal du 18 avril 2017 : l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ; » ;

4<sup>o</sup> il est inséré un 9<sup>o</sup>, rédigé comme suit : « 9<sup>o</sup> : l'arrêté royal du 14 janvier 2013 : l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ».

**Art. 2.** A l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 4<sup>o</sup>, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le mot « l'identité » est abrogé ;

2<sup>o</sup> les mots « , ainsi que l'identité du subdélégué lorsque sa fonction ne suffit pas à l'identifier », sont insérés après le mot « subdélégué ».

**Art. 3.** A l'article 8, alinéa 3, du même arrêté, les mots « ad interim pour pourvoir provisoirement au remplacement d'un membre du personnel d'un rang déterminé ou » sont insérés entre les mots « désigné » et « pour ».

**Art. 4.** A l'article 9 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> les mots « notamment celle du défaut de titulaire occupant l'emploi considéré sauf lorsque les fonctions supérieures ou ad intérim sont exercées » sont insérés entre les mots « concernée, » et « à l'exception » ;

2<sup>o</sup> les mots « à l'exception de la cessation définitive des fonctions » sont abrogés.

**Art. 5.** A l'article 10 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, les mots « , en ce compris, pour l'exercice de ces compétences, de la capacité à poser des actes de subdélégation aux mêmes conditions que l'autorité déléguée compétente » sont insérés après le mot « hiérarchique » ;

2<sup>o</sup> à l'alinéa 2,

a) les mots « ou à son subdélégué compétent le plus proche », sont insérés entre les mots « délégué » et « compétente » ;

b) le mot « compétente » est abrogé.

**Art. 6.** A l'article 12, § 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le mot « encadrement » est inséré entre les mots « rang 12 » et « au moins » ;

2<sup>o</sup> les mots « et qui aura été désigné(e) par l'Administrateur(trice) général(e) par un acte écrit et préalable établi conformément à l'article 3, communiqué pour information au(à la) Ministre » sont abrogés ;

3<sup>o</sup> il est inséré un alinéa 2, rédigé comme suit : « Le (la) fonctionnaire nommé(e) de rang 12 encadrement est désigné(e) à cet effet par l'Administrateur(trice) général(e) par un acte écrit et préalable établi conformément à l'article 3, communiqué pour information au (à la) Ministre ».

**Art. 7.** A l'article 19, 4<sup>o</sup>, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> les mots « initier et proposer au Ministre » sont remplacés par le mot « approuver » ;

2<sup>o</sup> les mots « d'un montant inférieur au montant visé à l'article 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 janvier 2019 portant adaptation, pour ce qui concerne l'ETNIC, de l'arrêté royal du 8 avril 1954 réglant les modalités de contrôle des inspecteurs des finances dans certains organismes d'intérêt public sont insérés après les mots « contrats d'exécution ».

**Art. 8.** A l'article 19 du même arrêté, il est inséré un 4bis°, rédigé comme suit : « 4bis° approuver les conventions autres que les conventions-cadres conclues avec les bénéficiaires de l'Entreprise, d'un montant inférieur au montant visé à l'article 1<sup>er</sup>, 3°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 janvier 2019 portant adaptation, pour ce qui concerne l'ETNIC, de l'arrêté royal du 8 avril 1954 réglant les modalités de contrôle des inspecteurs des finances dans certains organismes d'intérêt public ».

**Art. 9.** A l'article 22 du même arrêté, l'alinéa 1<sup>er</sup> est abrogé.

**Art. 10.** A l'article 24 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1°, le mot « 10 » est remplacé par le mot « 12 » ;

2° au 3° :

a) le mot « 11 » est remplacé par le mot « 12 » ;

b) les mots « , 2 et 3 » sont insérés après les mots « 2+ » ;

3° il est inséré un 3bis° rédigé comme suit : « 3bis° recevoir le serment constitutionnel des agents des niveaux 1 (jusqu'au rang 12 inclus), 2+, 2 et 3 » ;

4° au 4°, les mots « Articles 21 et 24, 7° » sont remplacés par les mots « Articles 22 et 25, 7° » ;

5° le 5° est abrogé ;

6° il est inséré un 7° rédigé comme suit : « 7° pour attribuer ou proroger les fonctions supérieures aux agents ou membres de personnel pour des emplois de niveau 1 (jusqu'au rang 12 inclus) 2+, 2, et 3 » ;

7° il est inséré un 8° rédigé comme suit : « 8° procéder aux désignations ad intérim d'agents ou membres de personnel pour des emplois de niveau 1 (jusqu'au rang 12 inclus) 2+, 2, et 3 » ;

8° il est inséré un alinéa 2, rédigé comme suit :

« Les déclarations de vacances pour des emplois de rang 12 effectuées en application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, les nominations au rang 12 effectuées en application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, et les attributions ou prorogations de fonctions supérieures au rang 12 effectuées en application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 7°, font l'objet d'une information au Ministre-Président, au Ministre de la Fonction publique et au Ministre, ainsi que d'un rapport d'évaluation à l'attention du Gouvernement de l'exercice de ces délégations chaque année. ».

**Art. 11.** A l'article 25 du même arrêté, les 1°, 4° et 9° sont abrogés.

**Art. 12.** A l'article 27, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1°, le mot « concerné(e) » est remplacé par les mots « de l'Informatique, respectivement pour ce qui concerne les directions et/ou services qu'ils dirigent ».

2° au 1°, a), le mot « 10 » est remplacé par le mot « 12 » ;

3° au 5°, les mots « en l'absence d'objection de la part du Ministre dans les 8 jours de la proposition qui lui est adressée à cet effet par l'Administrateur(trice) général(e), » sont abrogés ;

4° il est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Les autorisations de cumul d'activités délivrées en application du paragraphe 1<sup>er</sup>, 5°, aux fonctionnaires généraux sont communiquées pour information au Ministre ».

**Art. 13.** A l'article 28 du même arrêté, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit « L'Administrateur(trice) général(e) adjoint(e) et le (la) Directeur(ric) général(e) de l'Informatique approuvent les dépenses pour frais professionnels des membres du personnel de la direction ou du service qu'ils (elles) dirigent ».

**Art. 14.** A l'article 29 du même arrêté, les 4° et 8° sont abrogés.

**Art. 15.** A l'article 30 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « de l'Informatique » sont insérés entre les mots « général(e) » et « , respectivement » ;

2° il est inséré un 3°, rédigé comme suit :

« 3° pour attribuer, dans les limites d'un maximum kilométrique fixé annuellement par le (la) Ministre, un quota kilométrique aux membres du personnel qu'il autorise à utiliser leur véhicule personnel pour les besoins du service et accorder à ceux-ci, en fonction de besoins spécifiques dûment justifiés, un quota kilométrique ponctuel dans les limites d'un contingent kilométrique global fixé annuellement par le (la) Ministre » ;

3° il est inséré un 4°, rédigé comme suit :

« 4° pour autoriser le déplacement des membres du personnel relevant de son autorité et valider les demandes de réquisitoires établis au nom desdits membres du personnel en vue de l'obtention d'un titre de transport de la Société nationale des Chemins de fer belges ».

**Art. 16.** A l'article 32, § 2, du même arrêté, le mot « concerné(e) » est remplacé par les mots « de l'Informatique, respectivement pour ce qui concerne les directions et/ou services qu'ils dirigent ».

**Art. 17.** A l'article 33 du même arrêté, les mots « aux fonctionnaires généraux » sont remplacés par les mots « à l'Administrateur(trice) général(e) à l'Administrateur(trice) général adjoint(e)adjoint(e) et au (à la) Directeur(ric) général(e) de l'Informatique ».

**Art. 18.** Dans le même arrêté, l'intitulé du Chapitre 4 est complété par ce qui suit : « de concessions et autres contrats publics ».

**Art. 19.** L'article 39 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 39. Le pouvoir de choisir le mode de passation du marché, d'engager la procédure de marché ou de la concession, d'approuver les documents du marché ou de la concession, d'opérer la sélection qualitative, d'attribuer le marché ou la concession, d'adhérer à un marché ou à une concession, et le pouvoir de renoncer à attribuer un marché ou à une concession, sont délégués aux titulaires des fonctions reprises à l'annexe 1, dans les limites financières mentionnées en regard de chacune de ces fonctions, selon la procédure retenue. ».

**Art. 20.** A l'article 40 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « 38 » est à chaque fois remplacé par le mot « 39 » ;

2° au paragraphe 3, il est inséré un alinéa 2, rédigé comme suit :

« Pour ces mêmes marchés, délégation de compétence est en outre donnée à l'Administrateur(trice) général(e) pour approuver l'attribution du marché, en ce compris les aspects budgétaires lorsque l'adjudicataire et les aspects budgétaires sont identiques à ceux repris dans la décision de lancement du marché concerné. » ;

3° il est inséré un paragraphe 4, rédigé comme suit :

« § 4. Pour les engagements complémentaires à affecter à un marché, le cas échéant pris en exécution d'un accord-cadre, délégation de compétence est donnée au niveau inférieur à celui normalement compétent par application de l'article 39, sans préjudice des compétences déjà attribuées à l'Administrateur(trice) général(e) pour approuver les engagements complémentaires, dans les limites du plafond maximum du marché, passé par accord-cadre le cas échéant, tel qu'approuvé par les instances compétentes pour le lancement du marché ou de l'accord-cadre concerné, visées à l'article 39 » ;

4° il est inséré un paragraphe 5, rédigé comme suit :

« § 5. Le pouvoir de répéter des services et des travaux ou d'acquérir un complément de fournitures en application des Articles 45, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, et 42, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, b), de la loi du 17 juin 2016, le pouvoir de reconduire le marché en application de l'article 57, alinéa 2, de la loi du 17 juin 2016, ainsi que le pouvoir de lever une tranche conditionnelle ayant trait à l'exécution des marchés, sont délégués au niveau inférieur à celui normalement compétent par application de l'article 39. ».

**Art. 21.** A l'article 41, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « la levée d'une option, » sont insérés après les mots « en ce compris ».

**Art. 22.** L'article 42 du même arrêté, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 42. § 1<sup>er</sup>. La compétence d'approuver les décisions prises en exécution des Articles 38/1, 38/2, 38/9 à 38/12 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 est déléguée au niveau inférieur à celui normalement compétent par application de l'article 39, sauf lorsque les marchés relèvent de l'Administrateur (trice) général (e) en application de l'article 39 du présent arrêté.

§ 2. La compétence d'approuver les décisions prises en exécution des Articles 38/4 à 38/6 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 est déléguée au Comité de direction, sauf lorsque les marchés relèvent des compétences de l'Administrateur (trice) général (e) en application de l'article 39 du présent arrêté.

§ 3. La compétence d'approuver les décisions prises en exécution des Articles 38, 38/3, 38/7 et 38/8 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 est déléguée à l'Administrateur (trice) général (e).

§ 4. La compétence d'approuver les modifications du marché ou de la concession non visées aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, en ce compris la conclusion de transactions, est déléguée aux instances compétentes pour le lancement du marché concerné, visées à l'article 39.

§ 5. La compétence d'appliquer des mesures d'office est déléguée au Comité de direction moyennant information de l'instance compétente pour le lancement du marché concerné, visée à l'article 39.

§ 6. La compétence d'appliquer des mesures résultant d'un cas de force majeure et/ou d'une urgence impérieuse et des mesures conservatoires, est déléguée au Comité de direction moyennant ratification par l'instance compétente pour le lancement du marché ou de la concession concerné, visée à l'article 39.

§ 7. Les compétences suivantes sont réservées au (à la) Ministre :

1° la compétence d'exclure un adjudicataire des marchés de l'Entreprise pour une durée déterminée, en application de l'article 48 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 ;

2° la compétence d'appliquer les sanctions, prévues à l'article 49 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013, en cas de découverte d'un acte, d'une convention ou d'une entente susceptible de fausser les conditions normales de la concurrence. ».

**Art. 23.** A l'article 43 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 1<sup>er</sup>. La compétence de procéder à la publication d'avis de marché ou de concession, le cas échéant simplifié, d'avis de concours et de résultat de concours, d'avis d'attribution ou de non-attribution d'un marché ou d'une concession, d'avis de transparence ex-ante volontaire, d'avis de préinformation avec mise en concurrence, d'avis relatif à un système de qualification, d'avis relatif à des services sociaux et autres services spécifiques, d'avis rectificatif et de réponse aux questions posées par les candidats ou les soumissionnaires touchant aux conditions essentielles du marché, est déléguée à l'Administrateur(trice) général(e) en exécution d'une décision prise par l'instance compétente pour le lancement du marché concerné, visée à l'article 39. » ;

2° au paragraphes 2, les mots « du marché » sont complétés par les mots « ou de la concession » ;

3° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. La compétence de signer les courriers, tant au stade de la passation que de l'exécution du marché, en ce compris les courriers invitant les candidats ou les soumissionnaires à préciser leur offre et/ou attestant des négociations intervenues et le courrier de notification de l'attribution, est déléguée à l'Administrateur(trice) général(e), moyennant information de l'instance compétente pour le lancement du marché ou de la concession concerné, visée à l'article 39. ».

**Art. 24.** A l'article 46, 7<sup>o</sup>, du même arrêté, les mots « et experts » sont remplacés par les mots « , experts et huissiers ».

**Art. 25.** Dans le même arrêté, l'intitulé du Chapitre 6 est remplacé par ce qui suit : « Délégations particulières ».

**Art. 26.** A l'article 48 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 2° est abrogé ;

2° il est complété par des 4° à 8°, rédigés comme suit :

« 4° ester en justice, y déposer plainte au-delà de ce qu'impose l'article 29 du Code d'instruction criminelle, participer à une médiation pénale et transiger;

5° pour diligenter les procédures contentieuses, en ce compris représenter l'ETNIC dans les actes de procédure et aux audiences, et désigner les avocats conformément à la réglementation relative aux marchés publics;

6° pour interjeter appel et se pourvoir en cassation d'une décision judiciaire intervenue dans des dossiers contentieux;

7° pour procéder aux déclarations de tiers saisi ou cédé, aux médiations de dettes, aux délégations judiciaires, aux ouvertures de crédit et aux nantissements de créances dans les matières relevant du contentieux pécuniaire ;

8° pour signer les « bons à tirer » à destination du *Moniteur belge*. » ;

3° Il est inséré un alinéa 2, rédigé comme suit :

« Sauf pour ce qui concerne la matière des répétitions d'indû ainsi que la matière des accidents de travail, la délégation visée aux 4° et 6° s'exerce après information adressée au Ministre au minimum 3 jours avant l'exercice de la compétence ».

**Art. 27.** L'annexe 1<sup>re</sup> du même arrêté est remplacée par le tableau suivant :

Tableau reprenant les fonctions visées à l'article 39

	<b>Procédure ouverte Procédure restreinte Dialogue compétitif</b>	<b>Procédures d'exception, hors dialogue compétitif</b> <i>(soit la procédure négociée sans publication préalable, la procédure concurrentielle avec négociation, la procédure négociée directe avec publication préalable, le partenariat d'innovation, les procédures relatives aux services sociaux et autres services spécifiques, faible montant, tout autre contrat public entrant dans le champ d'application de la loi marchés publics ou de la loi concession,...)</i>
<b>Comité de direction</b>	Moitié du seuil visé à l'article 11, alinéa 1 <sup>er</sup> , 1° de l'arrêté royal du 18 avril 2017	Seuil visé à l'article 41, § 1 <sup>er</sup> , 2° de la Loi du 17 juin 2016
<b>Administrateur général</b>	Seuil visé à l'article 11, alinéa 1 <sup>er</sup> , 3° de l'arrêté royal du 18 avril 2017	Seuil visé à l'article 11, alinéa 1 <sup>er</sup> , 2° de l'arrêté royal du 18 avril 2017

**Art. 28.** Le Ministre en charge de l'informatique administrative est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 septembre 2020.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,  
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances  
et de la tutelle sur Wallonie Bruxelles Enseignement,  
F. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/43071]

**10 SEPTEMBER 2020. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 januari 2019 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere leden van het personeel van het Overheidsbedrijf voor de Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC)**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het Overheidsbedrijf voor de Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC);

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 januari 2019 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere leden van het personeel van het Overheidsbedrijf voor de Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC);

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 1 september 2020 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 10 september 2020 ;

Gelet op de « gendertest » van 10 juli 2020, uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap ;

Op de voordracht van de Minister belast met administratieve informatica ;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 januari 2019 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere leden van het personeel van het Overheidsbedrijf voor de Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een 6° ingevoegd, luidend als volgt : « 6° : de wet op de overheidsopdrachten : de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten ; » ;

2° er wordt een 7° ingevoegd, luidend als volgt : « 7° : de concessiewet : de wet van 17 juni 2016 betreffende de concessieovereenkomsten ; » ;

3° er wordt een 8° ingevoegd, luidend als volgt : « 8° : het koninklijk besluit van 18 april 2017 : het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ; » ;

4° er wordt een 9° ingevoegd, luidend als volgt : « 9° : het koninklijk besluit van 14 januari 2013 : het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken ».

**Art. 2.** In artikel 3, § 1, tweede lid 2, 4°, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « de identiteit » worden opgeheven ;

2° de woorden « , alsook de identiteit van de subgedelegeerde wanneer zijn ambt niet voldoende is om hem te identificeren », worden ingevoegd na het woord « subgedelegeerde ».

**Art. 3.** In artikel 8, derde lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « ad interim aangewezen is om een personeelslid voorlopig te vervangen van een bepaalde rang of » ingevoegd tussen de woorden « aangewezen » en « voor ».

**Art. 4.** In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « met name het feit dat waar er geen titularis is die de betrokken betrekking vervult behalve wanneer de hogere of ad interim ambten worden uitgeoefend » worden ingevoegd tussen de woorden « betrokken persoon, » en « met uitzondering » ;

2° de woorden « met uitzondering van de definitieve beëindiging van de ambten » worden opgeheven.

**Art. 5.** In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 2°, worden de woorden « , inclusief, voor de uitoefening van deze bevoegdheden, de mogelijkheid om akten van subdelegatie uit te voeren onder dezelfde voorwaarden als de bevoegde delegatiehoudende overheid » ingevoegd na de woorden « hiërarchische gezag » ;

2° in het tweede lid,

a) worden de woorden « of aan zijn dichtsbijzijnde bevoegde subgedelegeerde », ingevoegd tussen de woorden « delegatiehoudende » en « bevoegde » ;

b) wordt het woord « bevoegde » opgeheven.

**Art. 6.** In artikel 12, § 2, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord « leidinggevend » wordt ingevoegd tussen de woorden « rang 12 » en « ten minste » ;

2° de woorden « en die door de administrateur-generaal is benoemd door een schriftelijke en voorafgaande akte opgesteld in overeenstemming met artikel 3, ter informatie aan de Minister meegedeeld » worden opgeheven ;

3° er wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt : « De leidinggevende benoemde ambtenaar van rang 12 wordt daartoe aangesteld door de Administrateur-generaal door een schriftelijke en voorafgaande akte opgesteld overeenkomstig artikel 3, ter informatie aan de Minister meegedeeld ».

**Art. 7.** In artikel 19, 4°, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « aan de Minister in te leiden en voor te stellen » worden vervangen door het woord « goed te keuren » ;

2° de woorden « van een lager bedrag dan het bedrag bedoeld in artikel 1, 3°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 januari 2019 tot aanpassing, wat betreft het Overheidsbedrijf voor Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën (ETNIC), van het koninklijk besluit van 8 april 1954 ter regeling van de modaliteiten van controle vanwege de inspecteurs van financiën op sommige instellingen van openbaar nut » worden ingevoegd na het woord « uitvoeringsovereenkomsten ».

**Art. 8.** In artikel 19 van hetzelfde besluit wordt een 4bis° ingevoegd, luidend als volgt : « 4bis° andere overeenkomsten goed te keuren dan de kaderovereenkomsten afgesloten met de begunstigden van het Bedrijf, van een lager bedrag dan het bedrag bedoeld in artikel 1, 3°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 januari 2019 tot aanpassing, wat betreft het Overheidsbedrijf voor Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën (ETNIC), van het koninklijk besluit van 8 april 1954 ter regeling van de modaliteiten van controle vanwege de inspecteurs van financiën op sommige instellingen van openbaar nut ».

**Art. 9.** In artikel 22 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid opgeheven.

**Art. 10.** In artikel 24 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1° wordt het woord « 10 » vervangen door het woord « 12 » ;

2° in 3° :

a) wordt het woord « 11 » vervangen door het woord « 12 » ;

b) worden de woorden « , 2 en 3 » ingevoegd na de woorden « 2+ » ;

3° er wordt een 3bis° ingevoegd, luidend als volgt : « 3bis° de grondwettelijke eed van de ambtenaren van niveaus (tot en met 12 ), 2+, 2 en 3 te krijgen; » ;

4° in 4° worden de woorden « artikelen 21 en 24, 7° » vervangen door de woorden « artikelen 22 en 25, 7° » ;

5° 5° wordt opgeheven ;

6° er wordt een 7° ingevoegd, luidend als volgt : « 7° hogere ambten toe te kennen of uit te breiden aan de ambtenaren of personeelsleden voor de betrekkingen van niveau 1 (tot en met rang 12 ) 2+, 2, en 3 » ;

7° er wordt een 8° ingevoegd, luidend als volgt : « 8° ad interim ambtenaren of personeelsleden aan te stellen voor de betrekkingen van niveau 1 (tot en met rang 12) 2+, 2, en 3 » ;

8° er wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De vacatieverklaringen van de betrekkingen van rang 12, gedaan met toepassing van het eerste lid, 1°, de benoemingen tot rang 12 ,gedaan met toepassing van het eerste lid, 3°, en de toekenningen of uitbreidingen van de hogere ambten in de rang 12, gedaan met toepassing van het eerste lid, 7°, zijn het voorwerp van informatie aan de Minister-President, de Minister van Ambtenarenzake en aan de Minister, alsook van een jaarlijks evaluatieverslag aan de Regering over de uitoefening van deze delegaties. ».

**Art. 11.** In artikel 25 van hetzelfde besluit worden de 1°, 4° en 9° opgeheven.

**Art. 12.** In artikel 27 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1° wordt het woord « betrokken » vervangen door de woorden « van Informatica, respectievelijk voor wat betreft de directies en/of diensten die ze leiden ».

2° in 1°, a), wordt het woord « 10 » vervangen door het woord « 12 » ;

3° in 5° worden de woorden « bij gebrek aan enig bezwaar van de Minister binnen 8 dagen na mededeling van het voorstel dat de Administrateur-generaal hem toestuurde, » opgeheven ;

4° er wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De toestemmingen voor de cumulatie van activiteiten gegeven met toepassing van paragraaf 1, 5°, aan de ambtenaren-generaal worden ter informatie aan de Minister meegedeeld ».

**Art. 13.** In artikel 28 van hetzelfde besluit wordt het derde lid vervangen als volgt : « De Adjunct-Administrateur-generaal en de Directeur-generaal van Informatica keuren de onkosten voor de beroepskosten goed van de personeelsleden van de directie of de dienst die ze leiden ».

**Art. 14.** In artikel 29 van hetzelfde besluit worden 4° en 8° opgeheven.

**Art. 15.** In artikel 30 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « van Informatica » worden ingevoegd tussen de woorden « generaal » en « , respectievelijk » ;

2° er wordt een 3° ingevoegd, luidend als volgt :

« 3° om, binnen de grenzen van een kilometermaximum jaarlijks vastgesteld door de Minister, een kilometerquotum toe te wijzen aan de leden van het personeel dat ze machtigen om hun persoonlijk voertuig ten behoeve van de dienst te gebruiken en dat toe te kennen volgens naar behoren gemotiveerde specifieke behoeften, een punctueel kilometertarief binnen de grenzen van een algemeen kilometertarief dat jaarlijks door de Minister wordt vastgesteld » ;

3° er wordt een 4° ingevoegd, luidend als volgt :

« 4° de verplaatsing van personeelsleden onder hun gezag toe te staan en om de verzoeken om requisitorium op naam van die personeelsleden te valideren om een vervoersbewijs te verkrijgen bij de Nationale Maatschappij van de Belgische Spoorwegen (NMBS) ».

**Art. 16.** In artikel 32, § 2, van hetzelfde besluit wordt het woord « betrokken » vervangen door de woorden « van Informatica, respectievelijk voor wat betreft de directies en/of diensten die ze leiden ».

**Art. 17.** In artikel 33 van hetzelfde besluit worden de woorden « aan ambtenaren-generaal » vervangen door de woorden « aan de Administrateur-generaal, aan de Adjunct-Administrateur-generaal en aan de Directeur-generaal Informatica ».

**Art. 18.** In hetzelfde besluit wordt het opschrift van Hoofdstuk 4 aangevuld als volgt : « concessieovereenkomsten en andere overheidsopdrachten ».

**Art. 19.** artikel 39 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

«Art. 39. De bevoegdheid om de aanbestedingsprocedure te kiezen, de overheidsopdrachten- of concessieprocedure te starten, de documenten van de opdracht of de concessie goed te keuren, de kwalitatieve selectie uit te voeren, de opdracht of de concessie te gunnen , om zich aan een opdracht of concessie te houden, en de bevoegdheid om af te zien van de gunning van een opdracht of een concessie, worden gedelegeerd aan de titularissen van de ambten opgenomen in bijlage 1, binnen de financiële perken vermeld ten aanzien van elk van de ambten, volgens de gekozen procedure ».

**Art. 20.** In artikel 40 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord « 38 » wordt telkens vervangen door het woord « 39 » ;

2° in paragraaf 3 wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Voor dezelfde opdrachten wordt bovendien bevoegdheidsdelegatie verleend aan de Administrateur-generaal om de gunning van de opdracht goed te keuren, met inbegrip van de budgettaire aspecten wanneer de aannemer en de budgettaire aspecten identiek zijn aan deze opgenomen in de beslissing tot lancering van de betrokken opdracht. » ;

3° er wordt een paragraaf 4 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 4. Voor aanvullende vastleggingen die aan een opdracht moeten worden toegewezen, in voorkomend geval genomen ter uitvoering van een kader-overeenkomst, wordt bevoegdheidsdelegatie verleend aan een lager niveau dan normaal bevoegd is op grond van artikel 39, onverminderd de bevoegdheden die reeds zijn toegekend aan de Administrateur-generaal om aanvullende vastleggingen goed te keuren, binnen de perken van het maximale bedrag van de opdracht, aangegaan door een kaderovereenkomst, in voorkomend geval, zoals goedgekeurd door de bevoegde instanties voor de lancering van de opdracht of de betrokken kaderovereenkomst, bedoeld in artikel 39 » ;

4° er wordt een paragraaf 5 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 5. De bevoegdheid om diensten en werken te herhalen of om bijkomende leveringen aan te werven met toepassing van de artikelen 45, § 1, eerste lid, 2°, en 42, § 1, eerste lid, 4°, b), van de wet van 17 juni 2016, de bevoegdheid om de opdracht opnieuw te gunnen met toepassing van artikel 57, tweede lid, van de wet van 17 juni 2016, alsook de bevoegdheid om een voorwaardelijke tranche uit te voeren die betrekking heeft tot de uitvoering van de opdrachten, worden gedelegeerd aan een lager niveau dan normaal bevoegd is op grond van artikel 39. ».

**Art. 21.** In artikel 41, § 1, van hetzelfde besluit worden de woorden « de uitoefening van een optie, » ingevoegd na de woorden « met inbegrip van ».

**Art. 22.** artikel 42 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

«Art. 42. § 1. De bevoegdheid om beslissingen goed te keuren die genomen worden ter uitvoering van de artikelen 38/1, 38/2, 38/9 tot 38/12 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 wordt gedelegeerd aan een lager niveau dan normaal bevoegd is op grond van artikel 39, behalve wanneer de opdrachten tot de bevoegdheden van Administrateur-generaal behoren met toepassing van artikel 39 van dit besluit.

§ 2. De bevoegdheid om beslissingen goed te keuren die genomen worden ter uitvoering van de artikelen 38/4 tot 38/6 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 wordt gedelegeerd aan het Directiecomité, behalve wanneer de opdrachten tot de bevoegdheden van de Administrateur-generaal behoren met toepassing van artikel 39 van dit besluit.

§ 3. De bevoegdheid om beslissingen goed te keuren die genomen worden ter uitvoering van de artikelen 38, 38/3, 38/7 en 38/8 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 wordt gedelegeerd aan de Administrateur-generaal

§ 4. De bevoegdheid om de wijzigingen in de opdracht of in de concessie goed te keuren die niet bedoeld zijn in de paragrafen 1 en 2, met inbegrip van het sluiten van transacties, wordt gedelegeerd aan de bevoegde instanties voor het instellen van de bedoelde opdracht op grond van artikel 39.

§ 5. De bevoegdheid om ambtshalve maatregelen toe te passen wordt aan het directiecomité gedelegeerd na kennisgeving aan de instantie die bevoegd is voor het opstarten van de bedoelde opdracht, als bedoeld in artikel 39.

§ 6. De bevoegdheid om maatregelen toe te passen die voortvloeien uit overmacht en/of dwingende urgente redenen en conservatoire maatregelen wordt aan het directiecomité gedelegeerd na bekrachtiging door de bevoegde instantie voor het opstarten van de betrokken opdracht of concessie, zoals bedoeld in artikel 39.

§ 7. De volgende bevoegdheden worden voorbehouden aan de Minister :

1° de bevoegdheid om een aannemer voor een bepaalde duur uit te sluiten van de opdrachten van het Bedrijf met toepassing van artikel 48 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013;

2° de bevoegdheid om de sancties bedoeld in artikel 49 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 toe te passen in geval van ontdekking van een akte, een overeenkomst of een akkoord dat de normale concurrentievoorwaarden zou kunnen vervalst. ».

**Art. 23.** In artikel 43 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. De bevoegdheid om bekendmaking van de aankondiging van een opdracht of een concessie, in voorkomend geval vereenvoudigd, van aankondiging van prijsvragen en resultaat van prijsvragen, aankondiging van gegunde of niet-gegunde opdracht of concessie, bekendmaking van vrijwillige transparantie ex-ante, aankondigingen van voorinformatie zonder concurrentie, aankondiging met betrekking tot een kwalificatiesysteem, aankondiging betreffende de sociale diensten en andere specifieke diensten, wijzigingsaankondiging en antwoorden op vragen van kandidaten of inschrijvers die de essentiële voorwaarden van de opdracht beïnvloeden, wordt gedelegeerd aan de Administrateur-generaal ter uitvoering van een beslissing genomen door de bevoegde instantie voor het opstarten van de betrokken opdracht, zoals bedoeld in artikel 39. » ;

2° in paragraaf 2 worden de woorden « van de opdracht » aangevuld met de woorden « of van de concessie » ;

3° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt :

« § 4. De bevoegdheid om de brieven te ondertekenen, zowel in het stadium van de gunning als dat van de uitvoering van de opdracht, met inbegrip van de brieven die kandidaten of inschrijvers verzoeken om hun aanbod te specificeren en/of die de onderhandelingen bevestigen en de brief over de bekendmaking van de gunning, wordt gedelegeerd aan de Administrateur-generaal, mits bekendmaking van de bevoegde instantie voor het opstarten van de betrokken opdracht of concessie, zoals bedoeld in artikel 39. ».

**Art. 24.** In artikel 46, 7°, van hetzelfde besluit worden de woorden « en deskundigen » vervangen door de woorden « , deskundigen en deurwaarders ».

**Art. 25.** In hetzelfde besluit wordt het opschrift van Hoofdstuk 6 vervangen als volgt : « Bijzondere delegaties ».

**Art. 26.** In artikel 48 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° 2° wordt opgeheven ;

2° er wordt aangevuld met 4° tot 8°, luidend als volgt :

« 4° om in rechte op te treden, er klachten in te dienen boven wat artikel 29 van het Wetboek van strafvordering oplegt, en aan een bemiddeling in strafzaken deel te nemen en om dadingen aan te gaan.

5° voor de verwezenlijking van geschillenprocedures, met inbegrip van de vertegenwoordiging van ETNIC in de akten van procedure en bij de zittingen, en voor de aanstelling van advocaten overeenkomstig de regelgeving inzake overheidsopdrachten;

6° om in hoger beroep en in cassatieberoep te gaan tegen een rechtelijke beslissing tussengekomen in de geschillendossiers;

7° om vorderingen betreffende derde-beslagene en gecedeerde derden in te stellen, schuldbemiddelingen, gerechtelijke delegaties, kredietopeningen en in pandgevingen te verrichten in de aangelegenheden die behoren tot de geldelijke geschillenzaken;

8° om het « goed om te drukken » voor het *Belgisch Staatsblad* te ondertekenen. » ;

3° Er wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Behalve voor wat de terugvordering van het onverschuldigde bedrag en de arbeidsongevallen betreft, wordt de delegatie bedoeld in 4° en 6 uitgeoefend na bekendmaking aan de Minister ten minste 3 dagen voor de uitoefening van de bevoegdheid ».

**Art. 27.** Bijlage 1 van hetzelfde besluit wordt in de Franse tekst vervangen als volgt :

Tableau reprenant les fonctions visées à l'article 39

	<b>Procédure ouverte Procédure restreinte Dialogue compétitif</b>	<b>Procédures d'exception, hors dialogue compétitif</b> <i>(soit la procédure négociée sans publication préalable, la procédure concurrentielle avec négociation, la procédure négociée directe avec publication préalable, le partenariat d'innovation, les procédures relatives aux services sociaux et autres services spécifiques, faible montant, tout autre contrat public entrant dans le champ d'application de la loi marchés publics ou de la loi concession,...)</i>
<b>Comité de direction</b>	Moitié du seuil visé à l'article 11, alinéa 1 <sup>er</sup> , 1° de l'arrêté royal du 18 avril 2017	Seuil visé à l'article 41, § 1 <sup>er</sup> , 2° de la Loi du 17 juin 2016
<b>Administrateur général</b>	Seuil visé à l'article 11, alinéa 1 <sup>er</sup> , 3° de l'arrêté royal du 18 avril 2017	Seuil visé à l'article 11, alinéa 1 <sup>er</sup> , 2° de l'arrêté royal du 18 avril 2017

**Art. 28.** De Minister bevoegd voor Administratieve informatica is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 10 september 2020.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen  
en het toezicht op "Wallonie Bruxelles Enseignement,"

F. DAERDEN

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2020/43072]

**1<sup>er</sup> SEPTEMBRE 2020. — Arrêté ministériel approuvant le dossier de référence de la section intitulée « Bachelier en sciences de l'ingénieur industriel » (code 218012S41D2) classée dans le domaine des sciences de l'ingénieur et technologie de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type long**

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale,

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949, notamment l'article 6 modifié par l'article 124 du décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale ;

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement telle que modifiée;

Vu le décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, les articles 43, 44, 45, al 1<sup>er</sup>, 47, 48, 61, 75 et 137;

Vu le décret de la communauté française du 14 novembre 2008 modifiant le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, en vue de favoriser l'intégration de son enseignement supérieur à l'espace européen de l'enseignement supérieur, l'article 10 ;

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, les articles 1, 37, alinéa 2, 2°, 39, 85, § 1<sup>er</sup>, 121 et 157, 171 et 172 ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1<sup>er</sup> octobre 1991 relatif à la procédure de correspondance des titres délivrés dans l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 avril 1992 portant délégation de compétences en matière d'enseignement de promotion sociale ;

Vu l'avis conforme du Conseil général de l'enseignement de promotion sociale du 8 mai 2020 ;

Vu l'avis favorable du Conseil d'administration de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur du 30 juin 2020 ;

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le dossier de référence de la section intitulée « Bachelier en sciences de l'ingénieur industriel » (code 218012S41D2) ainsi que les dossiers de référence des unités d'enseignement constitutives de cette section sont approuvés.

Cette section est classée dans le domaine des sciences de l'ingénieur et technologie de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type long.

Neuf unités d'enseignements constitutives de la section sont classées dans le domaine des sciences de l'ingénieur et technologie de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et une unité d'enseignement est classée dans le domaine des sciences économiques et de gestion de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court.